



## **CAP LOCALE DU 06/02/2017**

### ***Mouvements complémentaires de mutation C au 01/03/2017***

# **DECLARATION LIMINAIRE**

A la DGFIP, la catégorie C est la première touchée.

En effet, c'est elle qui a quasiment supporté la totalité des suppressions d'emplois que subit la DGFIP depuis plus de 10 ans. Elle est également aussi particulièrement impactée par le gel du point d'indice dans la fonction publique et le blocage des déroulements de carrière.

Le mouvement complémentaire avec affectation au 01/03/2017 de catégorie C fait ressortir un déficit de 2614 agents : 759 postes sont vacants en Ile de France, 1855 en Province et toutes les directions sont en sous-effectif !

En 2017, l'Aisne connaîtra encore 21 suppressions d'emplois, dont 12 pour la seule catégorie C ! Et c'est un sous-effectif de 17,9 emplois de catégorie C qu'accusera notre département à l'issue de cette CAPL.

Sous effectifs supérieurs à 2614 agents C, suppressions de plus de 34 000 postes depuis 2002 et la barre des 35 000 sera franchie l'année prochaine, fermeture des trésoreries de proximité, fusions des SIP, fusion des SIE, regroupement de SPF, créations de PCR, transfert de l'enregistrement, fusions de RAN et retenue à la source programmée pour 2018.

C'est la casse de la DGFIP qui est à l'ordre du jour : des pans entiers de missions sont supprimés, externalisés et le maillage territorial de notre administration est en cours de démantèlement. C'est inacceptable pour les agents et la population !

Dans ce contexte de gestion de pénurie d'emplois, la situation de nombreux collègues en attente de mutation reste très difficile.

L'Administration prouve encore et encore son mépris envers les agents qui subissent au quotidien les conséquences de ses choix : stress, souffrance au travail et difficultés croissantes à accomplir les missions dans un contexte de sous-effectif permanent.

L'ensemble des partis de gouvernement n'ont pas répondu aux attentes de la population, tant au niveau de l'emploi que des conditions de vie de plus en plus difficiles. La CGT dénonce depuis longtemps cette politique de casse de l'emploi et de recul des services publics utiles aux usagers. La CGT s'oppose à toute politique de stigmatisation et de division des hommes et femmes et prône une autre distribution des richesses en faveur des milieux populaires.

Ces résultats sont encore une fois le signe de la grave crise démocratique et sociale que traverse notre pays et sur laquelle la CGT ne cesse d'alerter. Le chômage et la précarité atteignent des records. La mise en concurrence des territoires accentue les inégalités et la relégation. L'absence de réponse au dumping social généré par la mondialisation capitaliste et par les impasses des politiques libérales et d'austérité menées en Europe offre un boulevard au repli nationaliste et au populisme, engendrés par des décennies de promesses non tenues et de démission du politique face au marché.

La CGT continuera à défendre les droits et les intérêts des salariés malgré les restrictions imposées par les mesures d'état d'urgence. S'il y a urgence, elle est sociale.

Dans ce contexte de recul, et plus particulièrement pour le service public, la casse des règles de gestion ne respectent évidemment pas le dialogue social et conduisent à une destruction des droits et garanties des agents de la DGFIP.

L'Administration remet en cause le mandat que les agents nous ont confié, la DG ayant décidé de supprimer les remboursements de frais des suppléants en CAP, CT et CHSCT. La direction générale veut de façon totalement unilatérale et brutale, retirer aux représentants du personnel et aux élus les moyens d'assurer ce rôle de représentation et de défense des agents. Avec cette dégradation délibérée du dialogue social, ce sont dès demain, d'énormes difficultés, voire l'impossibilité, pour les représentants du personnel de défendre les droits à mutation, à avancement, à recours contre l'évaluation, et plus généralement des conditions de vie au travail et des missions.

A travers cette attaque sans précédent, c'est aux agents, à leurs droits et aux missions que le Directeur général s'en prend aujourd'hui !

En partant du quotidien des services, et forts des luttes dans leurs départements respectifs, les camarades du terrain ont fortement interpellé le DG sur son mépris et l'inhumanité qui se développait à la DGFIP : Manque criant d'effectifs, entassement de restructurations (sans jamais aucun bilan), souffrance, mal-être, impossibilité d'un travail de qualité, missions bâclées, réceptions réduites pour le public, développement inquiétant du recours aux Services civiques et apprentis pour combler le manque d'effectifs, manque de visibilité, difficulté de pouvoir avoir un projet de vie dans certains départements liée aux fermetures de services et de sites ... Ils ont rappelé également des revendications bien légitimes et spécifiques à leur direction, au final communes à une grande partie des directions de la DGFIP.

Les camarades de la délégation CGT, très déterminés et forts des témoignages des collègues du terrain, s'en sont pris directement et résolument à Bruno Parent et l'ont interpellé sur sa responsabilité en tant que directeur général :

. Que faites-vous face à la souffrance des agents de toutes catégories ?

. Pourquoi ne défendez-vous pas votre administration face au politique (DGFIP plus ciblée qu'ailleurs pour les suppressions d'emplois, campagne actuelle anti fonctionnaire...)?

. N'avez-vous pas l'impression de désigner les agents de catégorie C (déjà paupérisés) comme des inutiles en les ciblant chaque année massivement dans les suppressions ?

. Vous avez vendu la fusion aux élus et aux agents en mettant en avant le guichet fiscal unique ; aujourd'hui avec le prélèvement à la source, vous allez démultiplier les interlocuteurs !

. Les services des domaines vont disparaître dans la plupart des départements En avez-vous informé précisément les élus et politiques territoriaux ?

Les réponses du Directeur Général sur l'état catastrophique de la DGFIP et sur son avenir inquiétant ont été un grand moment. Si Bruno Parent n'a pas nié les difficultés que peuvent rencontrer les agents, il s'est dit offusqué par le fait que l'on ose parler de mépris et de défaut d'humanité à son égard et à celui de son « état-major »... C'est injuste par rapport à tout ce qu'il fait pour nous ! Bien sûr, il est conscient qu'il demande des efforts à tous, mais c'est pour le bien commun (!!!). Le DG s'est ensuite voilé dans son attachement républicain à la démocratie représentative pour justifier les suppressions d'emplois...

Devant cette attitude, les camarades CGT des départements à la pointe du combat ont remis fortement les pendules à l'heure. Ils ont rappelé au Directeur Général que son message sur Ulysse par rapport au baromètre social était extrêmement méprisant et insultant pour tous les agents en lutte ! «Le baromètre social c'est nous» !

En ce qui concerne les efforts demandés à tous et à toutes depuis des années, les militants CGT ont demandé au Directeur Général quels efforts fournissait-il personnellement sur sa fiche de salaire pour montrer l'exemple ? Quant à la démocratie parlementaire, s'ils ont déclaré que c'était une chose à laquelle tout le monde était évidemment attaché, la CGT a rappelé à Bruno Parent que la démocratie sociale et la négociation étaient également des valeurs incontournables et historiques de la démocratie dans notre pays ! Sans cela, pas d'avancées sociales. Sans cela, pas de réelle démocratie !

A la lecture des propos de notre directeur, s'adressant aux chefs de service, il semblerait que tout va bien : « le réseau est à jour de ses missions et obtient de très bons résultats ». Mais à quel prix ?

Lors de nos visites de services, nous constatons régulièrement à quel point le désarroi des agents grandit, à quel point la souffrance au travail s'accroît. Il n'est pas un service où des missions ne sont en déshérence ou purement abandonnées.

Pour faire face au manque croissant de moyens humains, on nous propose de nous adapter (nous avons fait la preuve depuis des dizaines d'années que nous le pouvons), de prioriser (on ne fait que cela à longueur d'année) de restructurer (comme si le redécoupage d'un gâteau trop gros permettait à moins de convives de le terminer) et de se serrer la ceinture pour nos rémunérations, nos promotions et nos droits et garanties.

Ainsi les agents subissent suppressions de postes, emplois vacants, pertes de technicité et de sens du travail, changements fréquents des systèmes d'information, dysfonctionnements récurrents de nos systèmes informatiques, concentrations des services tout en étant confrontés à un public fragile face aux nouvelles technologies.

Nous vous le disons, il faut en finir avec cette mécanique infernale qui détruit notre administration à réseau déconcentré et est en passe de broyer des agents.

A ce sujet, s'agissant des conditions de travail la DGFIP amatrice de thermomètres et indicateurs en tout genre ferait bien de tirer les enseignements des baromètres sociaux et tableaux de bord de veille sociale.

Pour notre département, d'années en années, le constat est celui d'une dégradation constante : en qualité de Directeur Départemental des Finances Publiques, vous devriez renforcer les missions et non pas accompagner leurs destructions. Vous devriez améliorer les conditions de vie au travail des agents et non pas les détériorer et il en va de même pour la qualité du travail effectué.

Aujourd'hui, les services publics changent, se transforment. De nouveaux dispositifs se mettent en place sous couvert de modernisation. Imposés, sans réel état des lieux ni débat contradictoire, ils ne cessent de peser sur le quotidien des agents et mettent à mal les missions de service public.

Les agents en ont plus qu'assez des discours lénifiants qui en appellent à leur conscience professionnelle alors que dans le même temps leurs droits et garanties sont remis en cause.

Assez de ces belles paroles qui confinent au cynisme, vous en appelez au dévouement mais n'hésitez pas dans le même temps à responsabiliser les agents des difficultés en leur demandant de prioriser les tâches et de s'organiser.

Personne n'est dupe du discours du DG dans ses lignes directrices, « évoluer pour mieux servir et pour mieux vivre » et c'est pourquoi il a l'intention de rayer de la carte les services des Domaines de nombre de départements sans le moindre débat avec les élus locaux. Ensuite viendront les services des produits divers, la fusion des SIE et SIP qu'ils soient urbains ou ruraux sans le moindre souci des besoins de population, condamnant à court terme le service public de proximité.

Il n'hésite pas non plus à réduire de manière drastique les plans de qualifications.

La fusion n'aura finalement servi qu'à désorganiser et démanteler les services et les wagons de suppressions d'emplois d'agents C (surtout) de B et de A (de plus en plus) n'auront pas fait dégonfler la masse salariale de la direction tant celle des cadres dirigeants a augmenté dans le même temps.

Il en est même réduit à piétiner le dialogue social et remettre en cause des droits et garanties des agents qui étaient le fruit d'une longue négociation avec les organisations syndicales.

D'autres réformes en gestation ou à l'oeuvre viennent confirmer ce constat (application du protocole PPCR en dépit du rejet des organisations syndicales majoritaires de la fonction publique, refonte du régime indemnitaire pour imposer le RIFSEEP) sans parler des restructurations et réorganisations menées à la hache et avec le souci d'éviter tout réel débat public et ne faire du dialogue social qu'un pur exercice formel.

Nous n'avons pas confiance en lui et en vous car la seule perspective que vous tracez, est le démantèlement des missions de service public de la DGFIP.

La promotion de la retenue à la source, pourtant critiquée par le Conseil des Prélèvements Obligatoires, en est la parfaite illustration.

Nous refusons un faux débat qui voudrait nous faire passer pour rétrogrades et adeptes de l'immobilisme. Les agents des finances publiques ont montré à maintes reprises leur capacité d'adaptation. C'est même une des valeurs qui fonde le statut de la fonction publique : s'adapter pour rendre un meilleur service à l'utilisateur.

Aujourd'hui ces pseudos modernisations vont à l'encontre de ce principe, l'utilisateur est invité à quitter la place et les structures de proximité sont vouées à disparaître.

Les réorganisations et restructurations n'ont de sens que si elles apportent une amélioration du service rendu sans dégrader les conditions de travail des agents.

Les prétendues réformes que nous subissons sont aujourd'hui autant de reculs pour les usagers et les agents. On voudrait nous faire croire que le service peut être rendu avec moins de moyens humains et à coup de 2000 suppressions d'emplois par an.

Concernant l'obligation de rester 3 ans sur leur poste de première affectation pour les AA 1ère classe, on nous soutient que cela ne se fait pas au mépris du choix de vie des agents, mais que l'administration avait des contraintes en matière d'emplois et que c'est une manière de stabiliser les collègues notamment en région parisienne.

Nous déplorons une fois de plus le grand nombre de vacances d'emploi.

Vous n'êtes pas sans ignorer que de telles conditions d'exercice ne feront qu'accentuer les tensions et la souffrance au travail.

La CGT réaffirme ses revendications :

- . l'arrêt des suppressions d'emplois et des créations d'emplois à la hauteur des besoins
- . le respect de la règle de l'ancienneté administrative dans les mouvements locaux sans aucune dérogation
- . la suppression des postes à profil ou à avis (EDR)
- . le pourvoi de tous les postes vacants
- . des affectations locales les plus fines possibles et prononcées à la résidence, à la structure, au service.

La DGFIP a perdu le quart de ses effectifs en dix ans et a dû faire face aux bouleversements de la fusion en l'espace de cinq ans.

Cela n'est rien d'autre qu'une supercherie.

Aujourd'hui la coupe est pleine. Assez de mensonges et de mépris !

Pour toutes ces raisons, nous voterons contre ce mouvement d'affectation locale.

Les élus et expert CGT Finances Publiques de l'Aisne.

*Laon, le 06 février 2017.*